

Ce que nous ferons alors ?... Il ne suffira pas de nettoyer le sol de la Patrie des espions, des traîtres, des collaborationnistes et autres agents de l'étranger. Il faudra encore, il faudra surtout élaborer un programme dont le détail variera naturellement en fonction des circonstances, mais qui tient en un mot : **DEMOCRATIE SOCIALE** ou mieux encore **DEMOCRATIE SOCIALISTE**.

Si la démocratie bourgeoise et capitaliste est morte, et bien morte, ce n'est pas pour laisser la place, bien sûr, au socialisme national, c'est pour qu'une démocratie, sans classe et sans propriété de classe puisse librement s'épanouir dans la paix mondiale définitivement assurée.

Ce modeste bulletin se propose de coopérer à cette œuvre de patience et de foi. Il veut préparer dans la conscience la résurrection inévitable parce que nécessaire - du socialisme et de la Liberté.

Pretez l'oreille, Camarades ! Bientôt vous entendrez retentir le chant du coq gaulois annonçant, avec la fin des servitudes capitalistes et des guerres d'enfer, l'avènement de la République universelle-

ATTENTISTES ? AH, NON !

Nous préconisons, plus haut que ce que nous avons nommé " l'action privée, l'action d'homme à homme ", en attendant l'heure qui, nécessairement reviendra de l'action au grand jour.

Est-ce à dire que nous soyons des attentistes ?

Nous répudions ^{de} toute notre énergie et la chose et le nom.

Il ya, paraît-il ici des " socialistes " qui se disent attentistes. Entre ces Messieurs et nous, entre ce socialisme et le nôtre, rien de commun.

Selon eux, tant que la guerre durera et que son issue restera incertaine, il n'y a rien à faire pour des socialistes, rien qu'à attendre, c'est à dire à se croiser les bras et à se taire. Plus tard, on verra.

La politique des bras croisés et de la bouche cousue, n'est pas la nôtre, c'est la politique de la lâcheté.

Nous disons, nous, qu'il y a dès à présent beaucoup à faire, beaucoup ^{à dire} et d'abord à préparer idéologiquement et matériellement la reconstruction du socialisme et du parti.

Les attentistes, ces futurs ouvriers de la onzième heure, n'ont et n'auront plus rien à faire chez nous. Nous les invitons avec tout le respect qui leur est dû, à se le tenir pour dit.

LES MORTS ET LES AUTRES

Marx DORMOY est mort. Nous saluons très bas sa mémoire de martyr ; Nous aurons à établir les responsabilités de son assassinat.

Léon BLOU, auquel Vichy n'a pas pardonné ses lois sociales de 1936 qui relevèrent la condition humaine, est depuis seize mois en prison. Le Maréchal Pétain, ressuscitant à usage personnel les lettres de cachet, l'a condamné, sans l'entendre, à la déportation perpétuelle, dans une enceinte fortifiée, en attendant que la cour de RICO prononce une peine plus forte - (qui ne peut être que la mort ou le bagne).

Cependant, des " Socialistes " collaborent tranquillement dans le huis-clos douillet d'une commission vichysoise, à détruire la République et la démocratie. Mort au suffrage universel, expression de la souveraineté populaire ! D'autres, qui se disent syndicalistes portent non moins tranquillement en terre, dans une commission voisine, le droit de grève et le droit syndical, ces deux grandes conquêtes de la classe ouvrière.

D'autres enfin se sont fait nommés conseillers nationaux.

Mais patience ! Le jour viendra qui remettra toutes choses et toutes gens à leur place !

LE RACISME EN CHIFFRES

On savait déjà ce qu'était le racisme hitlérien : l'affirmation de l'absolue supériorité ethnique, morale et sociale de l'allemand .

Mais on ignorait le degré de supériorité qu'il s'attribue.

Les boucheries de Nantes, de Bordeaux, de Paris nous l'ont appris :

Un Allemand vaut cent Français.
(du moins de l'avis des Allemands)

ORDRE DU JOUR

Le Comité d'Action Socialiste, institué par un groupe de militants résolus à n'abdiquer devant aucun risque, s'est donné la mission d'assurer en France la continuité du Socialisme.

Il poursuivra son action jusqu'au jour où un parti reconstitué, débarrassé des parasites et des jouisseurs, dans des assises régulières affirmera sa responsabilité et définira sa ligne de conduite.

Le Comité d'Action Socialiste est sûr d'interpréter le sentiment de l'immense majorité des socialistes Français, en proclamant d'ores et déjà :

- son attachement aux idées républicaines et démocratiques dont le socialisme n'est d'ailleurs que le développement.
- son respect de la souveraineté populaire et du suffrage universel qui en est l'expression.
- son inébranlable volonté de lutter sans répit pour l'établissement d'une démocratie véritable, à la fois politique et sociale, dans une France libérée de l'oppression,

du capital et du joug de l'envahisseur.

En conséquence il tient solennellement à affirmer son hostilité à un gouvernement de coup d'état, de dictature et d'escroquerie, camouflé sous les lauriers d'un vieux maréchal qui, de la Capitulation s'est peu à peu laissé glisser jusqu'à la Trahison.

Il se refuse à reconnaître comme légitimes les décisions émanées d'hommes qui, sous couleur de Révolution nationale, à la faveur de l'occupation ennemie, ont institué une ère de réaction politique et sociale sans exemple dans l'histoire de ce pays.

Il ne peut accepter aucune solidarité, sous quelque forme que ce soit, avec un régime qui, au mépris de toute justice et de toute humanité, maintient en prison le chef du Parti Socialiste, persécute impitoyablement les meilleurs de ses militants - quand il ne les fait pas assassiner comme Marx LORAIN - révoque et réduit à la famine les fonctionnaires suspects de républicanisme, abolit les libertés acquises au prix de son sang par le peuple français, et livre la classe ouvrière à l'arbitraire d'un patronat qui n'a rien appris ni rien oublié.

Il ne peut davantage admettre la substitution aux Assemblées élues, d'organismes nommés par le Gouvernement, sans aucune qualité représentative, sans pouvoir délibératif, sans initiative et sans indépendance, simples organismes d'entérinement, bassement soumis à l'autorité qui les a nommés et qui se réserve le droit de les révoquer à tout instant.

Le Comité d'Action Socialiste précise donc qu'il ne peut y avoir aucune solidarité entre les anciens militants socialistes investis de fonctions officielles par le Gouvernement de Vichy et lui-même.

Il proclame avec force que ceux qui ont accepté des fonctions de maires, Adjoints, Conseillers municipaux, membres des commissions administratives départementales, conseillers nationaux, l'ont fait sous leur seule responsabilité ; ils ne peuvent à aucun titre se couvrir de l'autorité du Socialisme.

Dans les circonstances présentes un seul devoir incombe aux Socialistes dignes de ce nom : Opposition, Opposition à toutes les mesures, à toutes les décisions, à toutes les opérations malhonnêtes et illégales du gouvernement des trusts et des Jésuites.

-:-:-:-:-

archives